



Communiqué

Luxembourg, le 17 novembre 2025

**Equal Pay Day :**

**Lutter contre les inégalités structurelles.**

*À ce jour, et jusqu'à la fin de l'année, les femmes travaillent statistiquement gratuitement. En effet, même si le salaire horaire des femmes est légèrement supérieur à celui des hommes, l'écart salarial annuel moyen entre au Luxembourg est de 13,9 %.*

Cela s'explique principalement par le fait que les femmes sont beaucoup plus susceptibles de travailler à temps partiel. Au Luxembourg, elles représentent 78 % des salariés qui ne travaillent pas à temps plein, ce qui est le troisième taux le plus élevé de la zone euro. Les principales raisons pour lesquelles les femmes travaillent à temps partiel sont liées au travail du care : prise en charge d'enfants, de membres de la famille malades et d'autres raisons familiales. 10 % d'entre elles travaillent également à temps partiel parce qu'elles n'ont pas trouvé d'emploi à temps plein. Dans des secteurs tels que le nettoyage ou le commerce de détail, où travaillent majoritairement des femmes, il y a très peu de postes à temps plein. Il s'agit déjà de secteurs où les conditions de travail sont difficiles et les salaires faibles. Cette situation risque de s'aggraver encore avec la libéralisation prévue des heures d'ouverture dans le secteur du commerce.

Cependant, le travail à temps partiel a non seulement un impact direct sur le salaire des personnes concernées, mais aussi sur leur pension de retraite. Les inégalités de la vie active se reproduisent donc également à la retraite. La pension minimale est notoirement inférieure au seuil de risque de pauvreté, et 80 % des personnes concernées sont des femmes. Avec la réforme prévue par le gouvernement, qui oblige les gens à travailler plus longtemps, cet effet sera encore amplifié.

déi Lénk réclament donc toujours l'introduction de la semaine de 32 heures avec maintien intégral du salaire. Cette amélioration structurelle permettrait à toutes les personnes actives de mieux concilier travail et vie privée, et contribuerait en même temps à réduire l'écart salarial entre les genres, ainsi qu'à moyen terme l'écart entre les pensions. C'est pourquoi nous demandons également une augmentation de la pension minimale au niveau du salaire minimum, ainsi que le retrait de la réforme des retraites proposée par le gouvernement CSV-DP.